

Tous les candidats du système vont soutenir Macron au 2e tour

LIBERTÉ & SOLIDARITÉ

Journal fondé en 1944 - édition spéciale offerte - avril 2022

L'homme qui n'aimait pas la France



Édito de *Nxavier Azalbert*

Ces derniers temps, le « *diviser pour mieux régner* », cher à nos ennemis, n'a jamais été aussi présent. Profitant des bouleversements en tout genre engendrés par la crise sanitaire, il s'impose dans tous les domaines, avec une virulence inouïe. Perfide, il est partout sur les 550 000 km² qui constituent notre pays, espace au sein duquel notre devise devrait faire loi : Liberté, Égalité, Fraternité. Depuis son trône protecteur, un souverain sensé s'inspire de cette formule. Reine de la Nation posée par le principe de la République : « *Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.* »

Urgence oblige et panique faisant, l'incompétence, la bêtise et l'ignorance du terrain se sont soudain substituées au bon sens et à la raison. La vérité du terrain a laissé place aux mensonges, l'apanage des fourbes sans talent.

À vous qui ramassez et traitez les déchets, qui servez les cafés, qui savez inventer, qui construisez nos toits, qui abritez nos lois... À vous, enfants français, qui cultivez la terre et élevez le bétail pour nour-

rir le pays. À vous également, nobles descendants d'Hippocrate, qui œuvrez sans relâche pour soigner nos frères et sœurs. Et même à vous, qui je ne sais pour quelle raison, vous sentez inutiles, étrangers au bon fonctionnement du pays, alors que vous êtes le contraire. À vous qui n'êtes ni des professionnels de la politique, ni de pseudo-experts ou soi-disant journalistes qui, pour pouvoir subvenir à leurs besoins d'opulence et étancher leur soif de lumière, relaient sous forme d'écholalias les absurdités qui font le terreau des décisions prises en haut lieu, quand rien ne va plus.

À vous tous qui vous efforcez de faire au mieux chaque jour, pour votre pays, je vous entends. Chacun à notre façon, chacun avec nos mots, nous crions sans cesse, en notre for intérieur : « *Mia France, je t'aime !* » Nous sommes reconnaissants d'être nés et de pouvoir vivre dans un pays où, grâce à nos institutions, chaque citoyen a la possibilité de saisir sa chance, de faire ce qu'il veut de sa vie.

Françaises, Français et étrangers, qui n'en êtes pas moins enfants du pays, dès lors que nous chérissons pareillement notre nation et ses autres enfants, nous vivrons. Le monde fleurira tant que l'on s'aimera, n'attendons pas pour ça un nouveau chef d'État. ■

A peine les estimations connues les candidats des partis du système se sont empressés d'apporter leur soutien à Macron. Est-ce si étonnant ?

La plus rapide, et de loin, a été Anne Hidalgo. Dix minutes après la clôture officielle du scrutin la pathétique représentante du parti socialiste s'est fendue d'un communiqué invitant ses électeurs à voter Macron au deuxième tour. Ce fut ensuite au tour de Yannick Jadot, de Valérie Pécresse et même, plus surprenant, du communiste Fabien Roussel d'appeler à « *battre l'extrême droite* ». Un discours dépassé datant du siècle dernier ! Il est urgent qu'ils changent de logiciel. Le chiffon rouge qu'ils agitent n'impressionne plus personne. Le camp des patriotes ne s'est jamais aussi bien porté !

Ces opposants de pacotille, boudés par les électeurs, qui

retournent sans vergogne leur veste électorale font pitié à voir et à entendre, surtout lorsqu'ils tentent de justifier leur choix. Les acrobaties verbales sur France 2 d'un Jean-François Copé ou d'une Rachida Dati pour expliquer leur ralliement à Macron font peine à voir. Qu'espèrent-ils ces minables en faisant ainsi allégeance à Macron? Obtenir la faveur de celui qu'ils ont vitupéré pendant la campagne ? C'est d'abord leur haine des idées de la droite patriote qui transpire de leur propos et leur fait perdre la raison. Croient-ils vraiment pouvoir influencer le choix de leurs électeurs ? Ignorent-ils qu'ils ne sont pas propriétaires de leurs voix. C'est à l'électeur de décider et à lui seul !

Quant à Mélenchon c'est le dépit qui le pousse à hurler avec les loups. Etre passé si près de la qualification pour la finale a de quoi exaspérer. Aussi lorsqu'il se force à répéter à quatre reprises « *Pas une voix pour madame Le Pen au second tour* », il sait qu'il ne sera pas suivi par tout son électorat qui l'a choisi, précisément, parce qu'il était contre le système.

Front anti-macron

Car ceux qui veulent un changement radical de politique n'ont pas hésité. Eric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan ont immédiatement appelé à voter Marine Le Pen. La ligne souverainiste et identitaire à laquelle se rattache le député de la ruralité Jean Lassalle pèse 35,4% du corps électoral et représente 12,5 millions de voix. Un front anti-Macron se dessine dans le paysage politique. Il regroupe tous ceux qui ne veulent plus d'un président qui aura aggravé les maux dont souffre notre pays et qui est éloigné des préoccupations des Français. Et pourtant c'est précisément sur le dépassement des fractures du pays que Macron avait été élu en 2017. Au lieu de cela il s'est montré rapidement très clivant ce qui lui a valu le sobriquet peu envié de « *président des riches* ». Son image dégradée dès le début de son mandat ne s'est pas améliorée par la suite. Ses petites phrases chargées d'arrogance et de

condescendance l'ont coupé d'une grande partie du peuple. La révolte populaire des Gilets jaunes a été l'illustration de cette fracture sociale, politique et économique du pays. La répression violente des manifestations a été durement ressentie par l'opinion. A mi-mandat les deux tiers des Français souhaitaient qu'il ne se représente pas à la magistrature suprême.

Mauvais élève

La France va mal. Un mal-être que ressentent confusément les Français. Sous Macron la dette publique qui représentait 97,5% du PIB en 2019 s'est creusée pour atteindre 112,9% à la fin de l'année 2021. Elle a bondi de 540 milliards au cours du quinquennat qui s'achève pour frôler les 3000 milliards aujourd'hui. Ce qui place la France dans le camp des mauvais élèves de l'Europe avec l'Espagne, le Portugal et l'Italie. Qui s'en soucie ? Pas le gouvernement de Macron qui n'a rien fait pour maîtriser les dépenses publiques. Le déficit public qui avait été ramené en 2017 et 2018 sous le plafond des 3% exigé par les règles européennes s'est creusé à 9,2% du PIB en 2020 avant d'être ramené « autour de 7% » en 2021, selon le gouvernement. Quand au déficit commercial il est passé de 53,2 milliards d'euros en 2017 à 84,7 milliards d'euros en 2021. Comment expliquer encore que la dégradation des comptes publics a été plus forte en France que dans d'autres pays de la zone euro ? Bref, avec le banquier Macron notre pays s'est encore appauvri alors qu'il avait été élu pour rétablir les finances publiques.

La question du pouvoir d'achat s'est invitée durant la campagne. Les Français ressentent douloureusement le prix à payer lorsqu'il faut remplir le réservoir d'essence, mais aussi lorsqu'ils vont faire leurs courses. Ce ne sont pas les aides ponctuelles gouvernementales qui permettront de remplir convenablement le panier de la ménagère. Il faut que des décisions fortes soient prises et rapidement. A cet égard, Marine Le Pen propose de ramener de 20 à 5,5% le taux de TVA

sur l'ensemble de l'énergie : gaz, électricité, fioul ainsi que sur les carburants. Une décision audacieuse et courageuse qu'elle s'engage à prendre dès sa prise de fonction à l'Elysée, tout comme la suppression de la TVA sur cent produits de première nécessité comme le pain, le sel, le poivre ou les pâtes dont les prix augmentent avec l'inflation.

Si le pouvoir d'achat vient aujourd'hui en tête des préoccupations des Français, la question de l'insécurité liée à l'immigration est tout aussi inquiétante. Là encore, la situation du pays s'est nettement dégradée sous le quinquennat Macron. Selon un récent sondage (Odoxa) pour le Figaro 74% des personnes interrogées jugent insuffisante la politique sécuritaire menée contre la délinquance qu'il s'agisse des trafics de drogue, des cambriolages ou des agressions sexuelles. Les Français ont peur. Le sentiment d'insécurité a bondi de dix points en quatre mois. Là aussi il y a urgence à agir. Ce n'est pas Macron qui prendra les mesures qui s'imposent.

Alain MARSAUGUY